

LE TEMPS

Incidences Mardi 27 janvier 2015

Remuscler l'aide humanitaire

Par François Nordmann

Le sommet mondial de l'aide humanitaire qui se tiendra à Istanbul en 2016 est une initiative personnelle de Ban Ki-moon, qui veut dépasser le cadre intergouvernemental

En janvier 2012, le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a annoncé la tenue d'une conférence au sommet pour rendre l'aide humanitaire de l'ONU plus efficace. La Suisse s'est aussitôt portée candidate pour l'accueillir à Genève. Le 26 septembre 2013, tout en rendant hommage au rôle de la Suisse dans la sauvegarde des principes et des valeurs qui sont à la base de l'action humanitaire, Ban Ki-moon en a attribué le siège à la Turquie. Sa capacité contributive, sa générosité et la présence d'un demi-million de réfugiés de Syrie sur son sol en font à ses yeux un pays modèle. Quinze jours plus tard, la Suisse signait un partenariat stratégique avec la Turquie, dans lequel elle offrait explicitement sa collaboration pour la préparation de la conférence, qui aura lieu à Istanbul les 11 et 12 mai 2016.

Depuis lors, les préparatifs vont bon train: un secrétariat permanent a été mis sur pied, les représentants des agences de l'ONU, des ONG et des gouvernements procèdent à d'abondantes consultations régionales. Les Européens se rencontreront la semaine prochaine à Budapest.

Quatre thèmes devront être abordés: l'efficacité; la réduction de la vulnérabilité et la gestion du risque; l'innovation technologique; les besoins spécifiques des populations victimes de conflits.

Il faut relever qu'il s'agit d'une initiative personnelle du secrétaire général, et non de l'Assemblée générale des Nations unies. Celle-ci a renoncé à convoquer de tels sommets ces dernières années, car les résultats sont disproportionnés par rapport au coût et au spectacle associés à ce type d'événements. De ce fait, les Etats pourraient se sentir moins concernés. Le secrétaire général en assume la responsabilité: il veut dépasser le cadre intergouvernemental et rassembler tous les acteurs humanitaires, pour partager leurs meilleures pratiques et leurs techniques les plus innovantes.

Il est vrai que le système de l'aide humanitaire conçu par les Nations unies, tel qu'il s'est développé au cours de ces 70 dernières années, est débordé. La multiplication, la concomitance et la complexité des crises créent des situations d'urgence difficilement maîtrisables. La Syrie, l'Irak, le Darfour, le Soudan du Sud, la Centrafrique, la République démocratique du Congo, la Somalie, l'Ukraine, à quoi s'ajoute l'épidémie d'Ebola – autant d'opérations qui sollicitent les agences, offices et programmes des Nations unies. Le haut-commissaire aux réfugiés Antonio Guterres a poussé un cri d'alarme à la veille du Forum de Davos: le système s'effondre sous le triple poids des conflits de plus en plus nombreux, des désastres environnementaux qui augmentent et des Etats défailants qui jettent des millions de personnes – 51 millions en 2013 – hors de leur foyer.

En 2015, 78 millions de personnes dans 22 pays ont besoin d'une aide humanitaire d'urgence chiffrée à 16,4 milliards de dollars, déclare à son tour Valerie Amos, responsable du secteur humanitaire et du secours d'urgence des Nations unies. Et encore, ce montant ne leur permettra que de survivre, non de reconstruire leur vie. En plus des typhons, famines, inondations ou séismes qui touchent ces populations, la violence et la persécution politique forcent 23 000 personnes chaque jour à quitter leur

demeure, pour une errance qui durera 17 ans en moyenne. 82% des personnes tuées ou blessées par des engins explosifs en 2013 étaient des civils: les plus fortes résolutions du Conseil de sécurité ne changent malheureusement rien à ce qui se passe sur le terrain. Les opérateurs humanitaires sont eux-mêmes la cible de ces attaques: en 2013, 155 d'entre eux ont été tués et 134 kidnappés. Les organisations humanitaires ne disposent pas des outils qui leur permettraient de faire face aux défis et aux dangers qu'elles affrontent. Les gouvernements ne remplissent pas leur devoir de protection à l'égard de leur population et cherchent souvent à orienter l'action humanitaire à leurs propres fins. Les ressources disponibles sont trop faibles par rapport aux besoins, il faut élargir le cercle des donateurs – aussi bien du côté des pays du Golfe, par exemple, que du secteur privé.

Sir John Holmes, le prédécesseur de Valerie Amos, était de passage à Genève la semaine dernière pour présenter, au Palais de nations, un livre* où il a consigné ses expériences de terrain et ses vues sur les mécanismes de l'humanitaire. Il privilégie la prévention des conflits et des désastres naturels sur la réaction après coup – mais le récent mea culpa de l'OMS sur sa lenteur à combattre Ebola montre les limites de la détection précoce. Il est en faveur du recours aux capacités locales – on ne fait pas venir les pompiers de la capitale ou d'ailleurs, on les forme sur place, et les développements de la technologie peuvent être de puissants auxiliaires pour l'aide humanitaire. Mais en définitive, le problème est celui de la volonté politique des Etats et du leadership de leurs dirigeants. Sir John ne croit pas au big bang en matière humanitaire, il est partisan d'une évolution déterminée. Il place haut la barre du sommet d'Istanbul: le système, ou ce qui en tient lieu, doit devenir plus «fit», et faire mieux au XXIe siècle que jusqu'ici.

* «The Politics of Humanity», Head of Zeus, London, 2013.

LE TEMPS © 2015 Le Temps SA